

Chronique d'infos Congolaises

Avril 2001



Bulletin Trimestriel N°13

02, rue du Dr Ménard 92240 Malakoff France Tel 00 331 46 56 88 95 Email : infocongo@online.fr

Quiconque ne tient pas compte de ce qu'il était hier, demain ne sera rien, absolument rien.

Amadou Hampâté BA

SOMMAIRE

	pages
<u>EDITORIAL</u>	<u>2</u>
<u>ZOOM</u>	<u>2</u>
La Paix et l'authenticité zaïroise n'ont-ils été que des escroqueries idéologiques ?	2
Pourra-t-on un jour découvrir les articles écrits par Mobutu le journaliste de l'AVENIR COLONIAL ?	3
<u>ACTUALITES</u>	
Encore un coup d'état manqué cette fois contre le jeune président de la R.D.CONGO.	3
Trop compromettant pour le Ruanda et l'Ouganda, l'ONU a hésité à publier intégralement son rapport sur le pillage des ressources de la RD Congo.	3
Fini les marches de soutien au président. Joseph Kabila n'en veut pas.	4
Le «chaos » pour placer le CONGO sous tutelle.	4
Quelle est la place du peuple congolais dans les accords de LUSAKA ?	5
La mondialisation, l'Afrique la vit depuis longtemps ; sa nouvelle forme n'est-elle pas un danger pour les démocraties naissantes ?	5
La fausse monnaie et le syndrome du dollar facile ont aggravé les malheurs des congolais.	6
Le chantage du Pardon	6
Les épaves volantes ; mode de transport en Afrique centrale	6
<u>VUE SUR LES TERRITOIRES DU CONGO OCCUPE</u>	<u>7</u>
Extrait du Rapport Annuel du CADDHOM : Environnement politico militaire	7
Contexe guerrier au Kivu (RDCONGO) extrait : Culture de la haine	8
KIVU : Mme AZIZA KURSUM/UZABUCO impose sa mafia (Coltan et Or).	8
<u>SOCIETE</u>	<u>9</u>
L'école, l'instruction et les intellectuels en Afrique.	9
Kinshasa est-elle devenue une des plaques tournantes de la drogue ?	9
<u>NOS ENQUÊTES</u>	<u>9</u>
Scandale judiciaire au Congo : une famille expropriée depuis plus de vingt ans par un baron du régime Mobutu n'obtient pas justice.	9

EDITORIAL

JOSEPH KABILA Quatrième Président de la R. D. CONGO, personne ne l'attendait.

Arrivé au pouvoir dans des circonstances difficiles, le Président Joseph Kabila a démenti un à un les arguments qui tentaient de le disqualifier d'avance. Le mode de son accession, certes discutable ne peut empêcher de reconnaître le courage et le mérite des tacticiens congolais qui ont su agir à temps en proposant cette solution qui a empêché le Congo de verser dans une confusion, que beaucoup avait cru inévitable et nécessaire pour placer ce pays sous une tutelle du type de celle mise en place par l'OTAN et l'ONU au KOSOVO.

Dès sa nomination, on a assisté à un lever des boucliers de toutes parts ; pour de différentes raisons.

On pouvait entendre des arguments tels que : le Congo n'est pas un royaume, d'ailleurs sa mère est Tutsi, il est idiot, il ne parle pas lingala, il parle un anglais non classique et enfin, ne parlant pas français, comment fera-t-il pour diriger un pays francophone ?

Pour ce dernier argument, on s'aperçoit que les Congolais qui se sont exprimés dans ce sens, ne se sont prononcés que par sentiment. Allant vite en besogne, ils ont refusé de se renseigner avant tout à son sujet, on peut dire aujourd'hui, que beaucoup se sont trompés. Il est à craindre que ce soit un phénomène congolais ; où les gens ne s'expriment le plus souvent que par sentiment, faisant économie de toute analyse des situations en présence.

En effet ce n'est plus un secret, le jeune président parle français lui aussi.

Le mouvement rebelle RCD Goma a eu une fin de non recevoir de la part des pays membre permanents du conseil de sécurité de l'ONU, pour sa demande que Joseph Kabila ne soit pas reconnu.

Ses récentes et multiples consultations des puissances occidentales considérées par les Congolais comme faisant partie des causes exogènes de la guerre; puisque certains d'entre eux apportaient encore il y a peu de temps ouvertement du soutien aux groupes rebelles et aux pays envahisseurs (Rwanda, Ouganda et Burundi), sont couronnés de succès. Il est même tellement bien reçu que beaucoup à juste titre se demandent s'il n'est pas en train de vendre le pays, bref faire ce que son père a toujours refusé. Rappelant qu'il faut commencer à se méfier lorsque les ennemis vous félicitent : pour tuer l'URSS, les Etats Unis n'arrêtaient pas de féliciter Michael Gorbatchev rappellent-ils. En politique étrangère, Joseph Kabila montre pour le moment d'énormes qualités, sur le plan intérieur le peuple commence à croire à la fin de la guerre. Quant aux autres aspects, le visage de la nouvelle équipe gouvernementale permettra de savoir, vers quelle direction s'oriente sa politique même si les mesures prises jusqu'à ce jour ne rencontrent pas vraiment d'hostilités.

Hier chef d'état Major de l'armée avec pour mission de restaurer l'autorité de l'état sur toute l'étendue du territoire congolais, aujourd'hui Président de la R.D. CONGO sa mission n'a pas changé. Puisque les parrains des pays agresseurs leur permettent de maintenir leur présence au CONGO,

Il semble déployer une énergie importante pour assurer aux Congolais la meilleure place à la table des négociations. L'application des accords de paix reste un processus difficile où les groupes rebelles qui ne sont soutenus par aucune population congolaise, mais seulement grâce aux pays agresseurs et leurs parrains occupent une place trop importante, qui laisse comprendre que les intérêts étrangers sont les plus importants.

Depuis son arrivée au pouvoir, le jeune président est soumis à l'épreuve du feu ; comme son père Laurent Désiré Kabila et autrefois le Premier ministre Lumumba. Le coup d'état manqué alors que les enquêtes au sujet de l'assassinat de son père ne sont pas encore bouclées, est-il un signal qui devrait faire comprendre que les spécialistes de coups tordus recherchent encore le chaos qui supprimera de fait la place du gouvernement à la table des négociations de paix au CONGO ?

C.MASAMBA

ZOOM SUR LE PASSE

La Paix et l'authenticité zaïroise n'ont-elles été que des escroqueries idéologiques ?

La terreur et la peur furent incontestablement les marques de Paix que Mobutu avait réussies à imposer à son Zaïre. Pour justifier leur sympathie au régime Mobutu déchu depuis mai 1987, Certains congolais apportent encore comme argument la paix et l'authenticité. Il serait pour cela très important de comprendre cette paix pour avoir une meilleure idée de la personne qui devrait être considéré comme artisan de paix. Sans contestation on peut déclarer que Mobutu fut un des principaux artisans de la guerre de sécession en 1960. Pour favoriser la disparition de Lumumba décidé par les grandes puissances occidentales scellée par les Etats-Unis, il ordonna les massacres de Bakwanga qui seront imputés à Lumumba donnant ainsi des arguments solides aux sécessionnistes du Kasai et du Katanga. Lorsque le général Lundula à la tête de l'ANC (armée nationale congolaise) dirigeant les opérations sur le terrain obtenait un avantage décisif face aux sécessionnistes du Katanga, curieusement Mobutu en complicité avec l'ONU déclarait un cessez le feu. Les membres de nombreuses familles des personnes assassinés par le régime Mobutu n'avaient eux jamais connu la paix. La paix pouvait-elle avoir un sens pour les simples citoyens qui étaient rackettés par les militaires, gendarmes, gardes civile et DSP ? N'était il pas le symbole de la multiplication des services de répression contre le peuple ; contraire à la paix. Les zones qui avaient connu les deux guerres de Shaba vaincues par les forces marocaines pour la première et par les légionnaires français pour la deuxième, ne peuvent prétendre d'avoir goûté à une paix Mobutienne. Enfin comment croire et faire croire que grâce à lui le Congo ne connaissait que la paix alors qu'il a lui-même été chassé grâce à la guerre. Il est certes vrai que l'intégrité territoriale du Congo a été un des soucis majeurs des grandes puissances qui soutenaient Mobutu, pour une exploitation paisible du sous-sol congolais, mais cette intégrité territoriale il faut le reconnaître, n'a jamais été la paix pour le peuple.

Au nom d'une certaine authenticité, le Congo fut changé au Zaïre. A cause de cela comme si le nom Zaïre était africain et Congo étranger, ceux qui ne regardent pas l'histoire n'acceptent pas le retour l'ancien nom Congo.

Cette authenticité tant vantée devait permettre la promotion des valeurs traditionnelles, mais à part la liste des slogans et chansons qui ne cessait de s'allonger, il n'y eut pas de changement révolutionnaire ; les programmes scolaires sont restés ceux des colonisateurs, aucun programme de recherche pour le développement de la médecine traditionnelle ne sera envisagé, ni même l'encouragement de l'art traditionnel.

Aussitôt après l'instauration de son «authenticité», le Président se convertira lui-même en spécialiste des biens matériels de luxe à l'occidental, amateur des châteaux européens et des vins grands crus... etc. Ses ministres et ses proches pour lui ressembler se lanceront eux aussi à la recherche des mêmes biens de luxe. Même leurs fameux abacos qu'ils portaient, tenues prétendues authentiques devaient eux aussi être cousus en Europe. Les voitures les plus luxueuses étant la préférence de ces messieurs authentiques notamment les Mercedes, elles devenaient aussi le rêve du peuple. Comme conséquence le gain facile pour accéder au luxe devenait la règle de vie de la majorité des Zaïrois. Le petit peuple faute d'accéder au même niveau de luxe que les hauts placés, il s'est trouvé des héros comme Papa Wemba ; celui-ci a su jouer inconsciemment à cette authenticité avec son village Molokai, mais dont le centre d'intérêt a été la promotion de l'habillement de luxe ; réalisé par les grands couturiers occidentaux. S'il faut considérer l'authenticité comme un rapprochement aux valeurs traditionnelles, celle de Mobutu a eu l'effet contraire ; le Zaïrois est devenu le peuple le moins «authentique» d'Afrique.

De son vivant vers la fin de son règne Mobutu a vu le Dollar américain prendre la place de son Zaïre dans tout le pays, par ironie on pourrait appeler cela «une bonne leçon d'authenticité». Depuis ce temps les Congolais ont perdu leurs repères, c'est ainsi qu'on trouve facilement des Congolais sans moyens mais cherchant à rouler en Mercedes, acheter une 4X4 pour rouler en ville alors que la route n'est pas accidentée et chercher de l'habillement de luxe sans avoir de quoi à manger. Dire que l'authenticité ne fut qu'une grande idée pour distraire le peuple ne serait pas une erreur, on peut conclure que Mobutu lui-même n'y avait jamais cru. Il lui fallait bien quelque chose pour paraître grand aux yeux du peuple.

Pourra-t-on découvrir les articles écrits par Mobutu le journaliste de l'AVENIR COLONIAL.

Dans toutes ces biographies, on découvre que Mobutu a été sergent dactylographe dans la force publique, agent de renseignement dans le service belge, secrétaire particulier de Lumumba, secrétaire d'état à la défense nationale à l'indépendance, chef d'état major adjoint etc..... jusqu'au Président de la République Maréchal. Mais une des ombres non éclaircies reste celle de sa vie de journaliste. On ne peut pas avoir été journaliste et ne jamais montrer les articles que l'on a écrits. De son vivant cette question est restée tabou, les Congolais n'ont peut être pas trouvé important de connaître les activités passées de Mobutu. Alors que lui-même avait toujours le plaisir de déclarer d'ailleurs avec fierté qu'il avait été journaliste, il prenait pourtant soin de ne jamais montrer au public ses articles, comme si cela relevait d'un secret défense. Etait-il gêné par ce qu'il avait écrit ou doit-on considérer cela comme le plus grand oubli de sa vie ? Cette situation peut permettre en effet toutes sortes d'hypothèses parmi lesquelles, on peut penser soit, qu'il écrivait sous le couvert d'un pseudonyme, mais l'une des plus probables est celle du caractère anti-indépendantiste de ses articles, autrement dit favorable aux colons belges. Il faut rappeler qu'il était celui dont beaucoup des politiciens se méfiaient à cause de ses liens étroits avec les colons. Aujourd'hui pour des raisons de vérité historique le voile sur la totalité du passé de journalistique de Mobutu mérite d'être levé. Cela est très important car il permettra aux congolais, de mieux connaître leur histoire.

S'il y a encore des personnes en possession des anciens numéros de ce journal AVENIR COLONIAL des années 57, 58 contenant les articles écrits par Mobutu, ils rendraient un grand service au Congo en les rendant publiques.

C.MASAMBA

ACTUALITES

Encore Un coup d'état manqué cette fois contre le jeune président de la R.D.CONGO ?

Dans le journal le Soir du 20 mars 2001, on pouvait lire «une préparation de coup d'état contre le jeune président Joseph KABILA ». Sans beaucoup de précisions, il s'agissait paraît-il d'un complot qui allait être mené par trois hommes, le premier répondant au nom de Alain MULEMBA KATAKO qui prévoyait de succéder à Joseph Kabila, le deuxième Léon ZAOUI est lui homme d'affaires congolais et le troisième portant le nom de CHARRACIN est un ancien légionnaire français ayant été mercenaire et aurait travaillé pour la DGSE qui est le service secret français s'occupant des actions à l'extérieur. Plusieurs questions méritent d'être posées dont : S'agit-il là d'une manipulation ? Ces trois personnes seraient-elles impliquées dans l'assassinat du président Laurent désiré Kabila ? Y avait-il une complicité extérieure ? Comment comptaient-ils s'y prendre avec la présence renforcée des armées alliées à Kinshasa ?

Dans son article Colette Breakman journaliste belge prétend que les comploteurs pensaient pouvoir compter sur les Namibiens présents à Kinshasa et la Division Spéciale Présidentielle de Mobutu qui attend sa revanche à Brazzaville, cette thèse peut-elle être vraiment crédible ?

Les trois personnes arrêtées ont été relâchées, on ne sait pas ce qu'ils ont révélé. Comme on peut le constater, d'autres tentatives d'assassinat contre le jeune Président ne sont pas à écarter.

Le désordre, l'improvisation et le hasard n'ont leur place dans aucun service de renseignement efficace du monde. L'assassinat du président Kabila père à l'intérieur de son palais par un garde qui n'était même pas de service paraît-il, traduit l'incompétence des services de sécurité et de renseignements congolais. L'important aujourd'hui c'est d'en prendre conscience afin d'agir en se donnant les moyens des ambitions, car même avec la complicité des superpuissances, il ne peut pas être facile d'assassiner un Président surtout dans son propre palais quand le service en charge de la sécurité fonctionne convenablement, si cela n'était pas vrai KHADAFI, CASTRO, HUGO CHAVEZ et beaucoup d'autres dont les noms figurent sur la liste rouge des Etats-Unis et leurs alliés ne seraient déjà plus de ce monde depuis longtemps. Pour son avenir le Congo doit penser à former des professionnels du renseignement qui seront des vrais cadres sachant tracer des plans de travail, les organiser ensuite et dresser des comptes rendus. Connaître à l'avance les intentions d'un allié ou d'un ennemi est un avantage considérable qui permet aux pays de s'organiser en conséquence.

C.MASAMBA

Trop compromettant pour le Rwanda et l'Ouganda, le rapport de l'ONU sur le pillage des ressources de la R D Congo aurait risqué la censure ?

Le rapport des enquêteurs de l'ONU sur le pillage des ressources de la RD Congo, a connu une tentative de censure ; raison évoquée, la paix est pour la première fois sur les rails. Un débat a agité l'Organisation des Nations Unies, car le document bien que cherchant à mettre en cause les alliés du Congo était énormément embarrassant pour le Rwanda et l'Ouganda et le Burundi. Ce rapport sur l'exploitation illégale des richesses de la RDC devait être publié depuis quelques semaines déjà mais avait suscité un grand débat bien que discret, à la veille de la date prévue pour sa publication. Le groupe de cinq experts, présidé par l'ancien ministre ivoirien de l'Energie Mme Safiatou Ba-N'Daw, mis en place en septembre 2000, avait six mois pour établir la lumière sur les accusations de pillage des ressources minières du Congo par les belligérants et des armées étrangères impliquées dans la guerre dans ce pays. Plusieurs tentatives de règlement ayant échoués, plusieurs pays, dont la France, défendaient depuis plusieurs mois auparavant la thèse selon laquelle les richesses, notamment minières, du Congo sont le nerf de la guerre, comme en Angola et en Sierra Leone. Le secrétariat général de l'ONU, qui avait déjà suscité des enquêtes aux résultats explosifs sur ces deux derniers pays, avait soutenu alors l'idée d'une commission d'enquête indépendante pour la RD Congo. D'après les informations disponibles bien avant, les conclusions des enquêteurs constituaient une charge particulièrement sévère contre le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi même si on apercevait toujours la volonté de mettre en cause le Zimbabwe et l'Angola comme s'il était interdit à la RD Congo, état indépendant d'avoir des alliés et d'utiliser ses ressources pour se défendre contre une agression extérieure. D'après l'une des versions préliminaires du rapport, communiquée par l'un des enquêteurs au secrétariat général de l'ONU, début mars, la plupart des accusations portées ces derniers mois contre Kigali et Kampala étaient confirmées, avec force détails. Il est notamment question du pillage par l'armée ruandaise et le RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie) Goma, mouvement rebelle qu'elle contrôle, des ressources de coltan et de cassitérite, accumulées par la société minière du Kivu. Opération qui aurait permis aux Ruandais et à Bizima Karaha, l'un des dirigeants du RCD, d'obtenir un prêt de cent millions de dollars dans des banques américaines. Plusieurs banques de Kisangani, dans la province orientale, auraient par ailleurs été pillées par des militaires du Rwanda et du RCD, avant leur départ pour Bunia, une ville proche de la frontière ougandaise.

Le rapport préliminaire faisait également état du démantèlement et du transfert d'installations industrielles par le RCD. Il confirmait en outre l'implication de l'armée ougandaise (UPDF) dans l'exploitation de l'or congolais, en particulier à Watsa (nord-est du pays), par des gradés, de même que celle du bois autour de Bunia. A Kisangani, haut lieu du commerce du diamant, la plus importante société négociante appartient à des proches du président ougandais, Yoweri Museveni. Les gemmes - présentées comme provenant de République Centrafricaine, du Rwanda ou de l'Ouganda - sont ensuite commercialisées à Anvers (Belgique), la «meca» du diamant, de quoi aisément financer l'effort de guerre. De son côté, le Rwanda aurait même créé un «Congo desk», chargé de gérer les revenus des activités commerciales des militaires ruandais dans l'Est de la RDC. Il percevrait notamment une taxe de 5% sur les bénéfices de l'exploitation du coltan, estimés à 90 millions de US dollars en trois ans. L'opération sert à financer l'effort de guerre et à maintenir les dépenses militaires officielles à un niveau acceptable pour les bailleurs de fonds.

Le travail des enquêteurs apporte d'autre part des éclaircissements sur les sociétés ou les personnalités impliquées dans ces multiples trafics. Kigali aurait, par exemple, confié à une entreprise russe, Elit-Master, une concession de coltan, contre des armes, transportées par les avions de la

compagnie de Victor Bout. Ce dernier, bien connu des services d'Interpol, est déjà cité dans deux précédents rapports de l'ONU, comme l'un des principaux pourvoyeurs d'armes aux rebelles angolais de l'UNITA et à ceux du RUF Sierra Leonais.

Connaissant l'impartialité de l'ONU, on peut être étonné d'une mise en cause des alliés du Congo qui ressemble plus à une tentative d'équilibrer les deux parties, les agresseurs ayant pour le cas du Congo les mêmes droits que les victimes. Pour ce qui concerne le gouvernement de la RD Congo que l'ONU a toujours tenté de prendre en otage et dans une volonté de mettre dos à dos bourreaux et victimes : ce sont l'enrichissement de hautes personnalités zimbabwéennes, parmi lesquelles le ministre de la Défense, et l'existence de plusieurs contrats, dont les principaux bénéficiaires seraient d'influents membres du gouvernement qui étaient évoqués.

Après la mort de Laurent-Désiré Kabila, ces enquêteurs voulaient soutenir que Luanda aurait payé les soldes des militaires congolais et fourni gratuitement du carburant à Kinshasa, apparaissant ainsi à leurs yeux comme une preuve que celui-ci attend plus qu'une contrepartie économique de son engagement.

A la veille de la publication du rapport définitif, l'ONU a hésité. Prévue fin mars, la date avait été repoussée jusqu'à la deuxième semaine d'avril, officiellement en raison de la longueur du document, qui devait être ramené de cent cinquante à une trentaine de pages pour en «*faciliter la lecture*». Au siège de l'organisation à New York, la consigne était stricte : Aucune information ne devait filtrer sur le contenu du document avant sa publication officielle. Ce raidissement, après la parution il y a quelques jours d'un article du quotidien français le Monde en dévoilant des extraits, est révélateur de la gêne que suscitaient les conclusions des enquêteurs. Selon nos informations, les diplomates onusiens comme les pays impliqués dans le processus de paix ont hésité à permettre la publication intégrale du rapport, dans la mesure où il ne pourra qu'embarrasser les autorités ruandaises ougandaises et burundaises, qui d'après eux ont fait preuve de bonne volonté depuis la disparition de Laurent-Désiré Kabila. Le débat aurait agité aussi les membres du groupe d'experts, où plusieurs visions se sont affrontées. Toute la question est maintenant de savoir si ces travaux ont été publiés tels quels ou dans une version édulcorée, les recommandations de cette commission étant en défaveur des agresseurs, les pays membres permanents du conseil de sécurité dont certains ont toujours des intérêts avec dépeçage du Congo, choisiront-ils à l'unanimité de le soutenir ou une fois de plus, cela ne sera qu'une nouvelle lettre morte.

C.MASAMBA

Finis les marches de soutien au président. Joseph Kabila n'en veut pas.

La flatterie est incontestablement le moyen le plus efficace pour obtenir les faveurs des chefs d'Etats en Afrique et au Congo particulièrement. Cette méthode très efficace surtout pendant le règne de Mobutu a été adoptée par beaucoup de Congolais comme une façon de faire de la politique, ainsi on pouvait voir des personnes fayoter sans honte pour être remarqué par le Président. Le plus populaire de celles-ci fut Mr Ndjoku Eyo BABA ancien gouverneur de la ville de Kinshasa, la majorité de ces Fayots sont devenus des hommes influents très connus et dont beaucoup se présentent encore aujourd'hui comme grandes personnalités politiques.

Pour mieux jouer son rôle un président a plus besoin d'entendre des revendications populaires. Connaître ce qui ne va pas lui permet d'orienter ou d'ajuster sa politique est plus important que des louanges lui faisant croire que tout va toujours très bien. Les courtisans qui ne font qu'applaudir et organiser des marches de soutien sans intérêt pour le pays doivent être considérés comme dangereux pour le pays et pour le président lui-même. Ces marches permettent de maintenir le bénéficiaire éloigné des vrais problèmes, le rendre aveugle et préparer son impopularité future. A noter que tout président qui se tient à l'écart du peuple finit par être contesté ne pouvant plus régner que par la terreur ou quitter sa fonction. Le président Kabila a certainement eu dans son entourage beaucoup de fayots, même s'ils ne sont pas très bien connus.

La jeunesse de Joseph Kabila est une chance que le Congo ne doit pas négliger. Cette jeunesse doit représenter le renouveau dans la façon de faire la politique. Ce signe donné par Joseph Kabila en condamnant la marche de soutien à son égard organisée à Kinshasa le mois de mars 2001, par les autorités de la ville est quelque chose d'historique. Ainsi le signal est lancé à tous ceux qui faute de compétence aimeraient servir d'agents de propagande pour obtenir les faveurs du pouvoir. La mentalité étant un des problèmes les plus importants du Congo, une telle condamnation doit être considérée comme faisant partie de la révolution culturelle dont le Congo a besoin pour entrer réellement dans la voie du progrès.

C.MASAMBA

Le «chaos» souhaité pour placer le CONGO sous tutelle.

La mort de Kabila qui aurait pu engendrer le chaos : mutineries dans l'armée et des pillages, représentait l'occasion depuis longtemps attendue par ses ennemis. Une stratégie de la tension fut donc développée, dans laquelle avec des fausses nouvelles, les Belges, pour leurs raisons propres avaient maintenu une forte pression sur le gouvernement congolais contredisant avec une grande diffusion les diverses déclarations de celui-ci, jouant ainsi un rôle important dans le scénario de la déstabilisation, qui aurait pu emporter tout le régime congolais après cette disparition tragique du président.

Il faut se rappeler que c'est après que James Kabarehe officier ruandais eut tenté d'assassiner le président Kabila de la même manière que Rachidi que les Ruandais, et en particulier le général James Kabarehe lui-même, furent priés de quitter Kinshasa en juillet 1998. Il faut aussi se rappeler que c'est bien ce départ qui déclencha la guerre actuelle et non un massacre des Tutsi, célèbre fausse raison évoquée par le Rwanda.

Faut-il savoir que les Etats-Unis avaient dès juillet 1998, encouragé Rwandais et Ougandais à éliminer celui qui résistait aux règles du libéralisme que ces derniers lui imposaient et la remise en cause par celui-ci des contrats jugés très défavorables au Congo ; contrats passés auparavant avec des sociétés minières qui se sont avérés être détenus en majorité par des lobbys puissants capable d'influencer les politiques des grandes puissances occidentales.

Faute de pouvoir éliminer rapidement Kabila, le sénateur démocrate américain Howard Wolpe fut chargé de piloter les accords de Lusaka, où Kabila ne serait plus que le chef d'une des parties minoritaires à l'intérieur du dialogue inter congolais qui mènera à une redéfinition de la classe politique congolaise.

Les efforts entrepris par Kabila pour la révision des accords depuis les éléments nouveaux apportés par les affrontements entre des troupes Ruandaises et Ougandaises pour le contrôle de la ville de Kisangani, progressant vers des bons résultats, les commanditaires auraient-ils finalement décidé à rechercher plus activement son assassinat ?

D'après plusieurs sources, pendant l'année 2000 plusieurs projets avaient germé contre lui et il s'en est fallu de peu que le pays soit vraiment déstabilisé. Kinshasa aurait dû sombrer dans le chaos, Il paraît même que Kabila était prévenu des manœuvres de ses ennemis, les renseignements belges et occidentaux aussi. Sa mort devait enclencher un processus de remplacement du régime. L'Angola et le Zimbabwe l'ont fait échouer.

Parmi les complots évoqués, plusieurs informations disent que l'ancien gouverneur de la Banque nationale du Zaïre, Pay Pay, s'était montré particulièrement l'un des plus actifs et des plus déterminés de Mobutistes en exil. Il aurait participé pendant cette même année à Stockholm à une réunion qui avait pour but de structurer politiquement le mouvement de résistance Mayi Mayi et d'y encourager l'apparition d'une «troisième voie», qui devait être à la fois hostile à l'occupation rwandaise et au pouvoir de Kabila, qu'ils avaient décrit comme *celui qui, initialement, avait vendu le Kivu aux Rwandais*. Les assassins pourraient donc avoir été en contact avec cette «troisième voie» qui paraît-il était aussi soutenue par les Etats-Unis. Plusieurs rapports décrivaient aussi les activités des Mobutistes, en Europe mais également à Brazzaville, où un nombre important d'anciens éléments de la Division spéciale de Mobutu, réfugiés recrutés par le président du Congo-Brazza Denis Sassou Nguesso se trouvent en collaboration naturelle avec Jean-Pierre Bemba, chef de la rébellion pro-ougandaise dans la province de l'Equateur, y compris les groupes de Nzimbi et Baramoto.

Ces divers groupes s'étaient mis à comploter, et des rapports sur leurs activités atterrissaient régulièrement au palais présidentiel. Mais le président Kabila n'aurait vraisemblablement pas pris connaissance de tous.

Ces principaux groupes auraient-ils programmé ou étaient-ils simplement informés de l'imminence de l'assassinat ? Une chose paraît sûre, les militaires de la DSP n'attendaient que la première occasion de confusion pour traverser le fleuve et semer la mort. A défaut de pouvoir renverser le régime il fallait rendre Kinshasa incontrôlable de manière à permettre une prise en charge du pays par l'ONU. Masiré facilitateur désigné devenant grâce à cette occasion l'administrateur général du Congo avec la charge d'appliquer la volonté des grandes puissances qui soutiennent les pays agresseurs. Tout s'est pourtant passé comme si le vieux Kabila veillait encore, évitant jusqu'au bout de livrer le Congo aux ennemis du peuple.

C.MASAMBA

Quelle est la place du peuple congolais dans les accords de LUSAKA ?

Déclarés par certains incontournables pour arriver à la paix au Congo, les signes montrés aujourd'hui de part et d'autres des parties signataires, semblent dire que les accords de Lusaka vont être appliqués tel que l'ont voulu ses initiateurs.

Bien que ces accords dans leur forme soient défavorables aux intérêts du peuple congolais, on ne peut pas condamner le gouvernement congolais qui les a signés. La proposition de ces accords a coïncidé avec une montée en puissance de la pression militaire des agresseurs ; avec une supériorité militaire sur le terrain rendue possible grâce aux renforts matériels et logistique de leurs puissants parrains, pression qu'ils avaient rendu nécessaire pour obliger le gouvernement de la RD Congo à apposer sa signature à cet accord préparé. Faut-il reconnaître que pour le Congo, ces accords ont été quelque part nécessaires pour contenir les ardeurs des envahisseurs.

Par contre le dialogue congolais prévu par celles-ci présenté comme un moyen de réconciliation, n'est-il pas simplement l'étape où se décidera le partage du pouvoir comme un gâteau à manger uniquement, où on verra ceux qui n'ont jamais accepté de quitter le pouvoir revenir sinon leurs enfants qu'ils avaient longtemps conditionnés.

Lorsqu'on examine les forces en présence, on trouve le gouvernement, les partis d'opposition non armée uni avec les rebelles, les autres partis politiques, et la société civile.

C'est clair le peuple sera absent alors qu'il est la victime. Aucun des groupes cités ne peut prétendre représenter le peuple dans la situation actuelle.

Un dialogue honnête ne peut exclure le premier concerné, si le peuple comptait vraiment, ces accords auraient prévu une démocratie à la base où les populations auraient eu la possibilité de désigner librement ses représentants par quartier, par village, par ville ou par province.

En excluant le peuple, Lusaka apparaît comme une prime à la guerre. Le Congo qui est pourtant en situation de légitime défense voit d'ailleurs son gouvernement qui n'est pas combattu par le peuple être placé à égalité avec seulement une poignée des guérilleros qui représentent ceux que le peuple a vomit et qui combattent aussi le peuple grâce quelque part à l'argent accumulé grâce au détournement des fonds publics pendant les exercices de leurs fonctions passées.

On voit mal comment fera le peuple s'il ne prend pas part au dialogue, pour faire échouer les plans déjà ficelés si diaboliques qu'ils soient. Face au bloc formé par la rébellion, l'opposition dite non armée et une grande partie de la société civile constituée par les ONG dont beaucoup doivent leur existence aux financements de ceux-là même qui en occident trouvaient Kabila gênant pour leurs intérêts. Seule sera possible, la pression populaire contre ceux qui ne défendent pas les intérêts du pays, en s'exprimant dans la rue s'il le faut, en prenant d'assaut les représentations de ces derniers comme il y a quelque temps en Côte d'Ivoire quand il s'agissait d'empêcher la réinstallation du général Gueï à la tête de l'état.

Les efforts réalisés par le président Kabila pour faire évoluer ces accords n'ayant pas abouti, seul reste le sens patriotique des Congolais pour rendre positif tout ce qui apparaît comme un désavantage. Le peuple doit suivre tout de près : Le déroulement du dialogue ainsi que le reste des autres étapes, et lever le bouclier à la moindre dérobade.

C.MASAMBA

La Mondialisation, l'Afrique la vit depuis longtemps ; sa nouvelle forme n'est-elle pas un danger pour les démocraties naissantes ?

Il est aujourd'hui très à la mode d'encourager la mondialisation chez les responsables politiques des pays développés. Même dans les milieux communistes, le combat contre l'ultra libéralisme connaît une baisse de vigueur.

L'Afrique est le spectateur habitué à subir les initiatives et lois des autres sans être réellement combatif, même lorsque se dessine pour elle un désavantage. La mondialisation que l'on peut considérer actuellement comme le plus grand projet libéral du monde est évoquée en Afrique de façon plus molle et prudente. Ni dans les écoles ni dans les universités ni dans les débats politiques ce sujet n'est abordé. Comme un sujet tabou, tout le continent est pourtant concerné mais personne n'ose en parler. Les peuples ignorent ce qui se prépare, cela est-elle une meilleure façon de conditionner les masses populaires qui en seront les victimes. Il y a néanmoins des Africains malins qui pensent que la mondialisation permettra le déplacement vers l'Afrique des certaines unités industrielles occidentales pour des raisons de rentabilité et par conséquent un bénéfice évident pour l'Afrique. Ces gens ne comprennent peut être pas que l'Afrique vit déjà la mondialisation au quotidien depuis les indépendances ; puisque l'exploitation minière, le secteur industriel et le secteur des services, les banques partout où cela existe sont détenus par des multinationales qui dictent souvent des règles à leur avantage. Avec la rareté d'une agriculture industrielle les nationaux ne contrôlent qu'une agriculture de subsistance ou vivrière et des économies informelles. Le monde entier est déjà en Afrique depuis longtemps et contrôle de ce fait l'ensemble du continent. A l'heure où la démocratie est réclamée par tous les peuples, ces pouvoirs extérieurs qui se sont implantés en Afrique deviennent parfois de véritables obstacles aux changements.

Les résultats de la mondialisation, les Africains la connaissent. De l'extérieur on peut aussi les voir en regardant l'état de ce continent. Les Africains devraient faire preuve de maturité en cherchant à connaître d'avantage ce que peuvent être les conséquences de cette mondialisation qui leur est proposée. A l'initiative des ONG qui prolifèrent souvent sans actions concrètes, de vrais débats sur la place publique et des campagnes d'explications contradictoires avec une multiplication des conférences doivent être engagés pour éviter au peuple de pénétrer dans ce nouveau système les yeux fermés et subir comme dans le passé sans donner son point de vue.

C.MASAMBA

La fausse monnaie et le syndrome du dollar facile ont aggravé les malheurs des congolais.

A la question : Quelle est la monnaie de la RD Congo ? Il serait plus correct de répondre : c'est le dollar, car en RDC toutes les transactions se passent en dollar monnaie pourtant étrangère qui est devenue la référence. La plus grande conséquence de cela est l'inflation automatique assurée tous les jours avec les fluctuations de ce dollar américain sur le marché mondial et sur les cours de la bourse. Il est pourtant difficile de comprendre que des produits intérieurs de consommation purement locale et n'ayant aucune intervention des valeurs étrangères pour être produits soient référencés en dollar. Pour vendre une orange, un avocat, une papaye, un morceau de piment, un bout de pain, n'importe quel produit, les vendeurs se réfèrent au cours du jour de cette monnaie américaine ; même les frais scolaires de l'école primaire à l'université n'y échappent pas. L'inflation à l'infini est alors devenue la règle, la fluctuation de prix des biens et services est quotidienne. Afin de connaître la valeur journalière du dollar, pour réévaluer à la hausse ses prix, le premier réflexe quotidien et matinal du commerçant congolais dès son réveil est de suivre les valeurs de la bourse.

Pour en arriver là, la recette congolaise est unique au monde. En effet, le règne de Mobutu basé d'une part sur la répression mais d'autres parts sur la corruption des âmes et l'achat des consciences; Ministres, PDG, Directeurs, Administrateurs et Chefs de tout genre constituaient chacun une chaîne qui pouvait détourner et ruiner les avoirs de l'état, pour se bâtir des biens personnels mais en toute impunité. Les difficultés provoquées à la fois par la baisse de la production et des revenus des matières premières, les pressions des bailleurs de fonds pour payement des arriérés de la dette extérieure, la destruction de toutes des infrastructures de communication, l'augmentation du nombre des courtisans et leur besoin d'argent sans cesse croissant ; Il est bien arrivé vers la fin des années 80, le moment où après avoir épuisé tous les moyens et ressources détournables, les achats de consciences par «les autorisations de détourner » que délivrait le Maréchal à ses courtisans ne pouvaient plus fonctionner. C'est alors que Mobutu décida de se lancer personnellement dans la fabrication de la fausse monnaie. Les billets étaient distribués à grande échelle par le président lui-même via ses réseaux à toute sorte de courtisans. Pour blanchir cet argent, les bénéficiaires créèrent des marchés de change où ils vendaient leurs faux Zaïres contre des dollars ou d'autres devises en plein jour dans plusieurs avenues de Kinshasa ; le blanchiment sur place était aussi rendu possible par l'existence des marchés de diamants. Les faux Zaïres fabriqués au départ à l'étranger, beaucoup de malins se sont donnés ensuite les moyens faire cette fabrication sur place au Congo. Ainsi à commencer non seulement la fabrication des faux zaïres mais aussi des faux dollars au Congo. La banalisation de ces pratiques dans les débuts des années 90 créa la prolifération des trafiquants parmi les quels on pouvait trouver, des grands hommes d'affaires locaux très connus, les généraux de l'armée, les commerçants étrangers en première ligne les Libanais. Le dollar facile a ainsi fait son apparition et ce fut le début des transactions en Dollars qui se poursuivent encore aujourd'hui. Avec cet héritage de Mobutu, le consommateur congolais suit chaque jour les cours de la bourse qui contribue ainsi à sa descente aux enfers.

C.MASAMBA

Le chantage du Pardon

Ils ne demandent pas pardon, et pourtant obligent avec arrogance qu'on leur pardonne. Voici la réconciliation et le pardon que l'on impose aux nombreuses victimes en Afrique, c'est le pardon des bourreaux fiers de leurs crimes et qui ne regrettent pas leurs actes.

Comme nouveau langage : «nous sommes suffisamment armés pour nous venger si vous refusez de nous pardonner».

La justice internationale au procès de Nuremberg pour juger les Nazis, au tribunal d'Arusha et à la Haye qui poursuivent des personnes impliquées en Yougoslavie et Ruanda pour massacres des populations à cause de leur appartenance ethnique où sociale expriment le refus du pardon pour la justice. Faut-il comprendre que l'on ne peut juger que les vaincus et les plus faibles que soi ? Il faut se rendre à l'évidence, la justice est un luxe ; ce n'est pas toute victime qui en a le droit. Il est juste de considérer qu'ils ont de la chance ceux qui ont pu obtenir justice.

Pour l'esclavage, l'apartheid, les multiples guerres injustes et autres massacres des dictateurs, le droit à la justice sera toujours à géométrie variable. Si le bourreau est un ami des puissants, aucune justice n'est à espérer. Mais un bourreau adversaire des puissants, sera automatiquement obligé de rendre des comptes et traîné en justice.

L'esclavage passé par perte et profit n'est plus évoqué que comme une histoire trop lointaine. Pour l'Apartheid la solution fut exemplaire «commission vérité et réconciliation ». On ne pouvait pas juger les puissants blancs de peur qu'ils déstabilisent le pays. Après tout dit-on, c'est leur propre volonté qui a tué l'apartheid, il leur fallait bien une gratification pour avoir décidé eux-mêmes l'abolition de leurs privilèges.

L'exemple de la Sierra Leone où sans chercher de charniers, les milliers de victimes amputés par la rébellion du RUF sont des preuves vivantes. Les demandes de justice de ces victimes, obtiennent comme réponses : les rebelles du RUF sont trop forts, vous devez leur accorder le pardon si vous voulez la paix.

Pour l'ex Yougoslavie, tout est fait pour réaliser la justice. Pour le Cambodge le premier ministre Hu-Sen reçoit des pressions pour accepter que les Kmers rouges soient jugés par un tribunal international.

Pour le Congo Kinshasa on exige le pardon et la réconciliation avec des gens sûr d'eux-mêmes. N'est ce pas une façon de nous dire : nous les avons fortement armés pour vous obliger à leur pardonner. Si vous ne le faites pas, ils sont capables de se fâcher et vous faire la guerre et nous serons alors de leur côté.

"La raison du plus fort est toujours la meilleure" (Jean de la FONTAINE), ne nous enseigne-t-il pas qu'il faut être plus fort ou du côté des plus forts que ceux que nous voulons juger. L'Afrique avec ses faiblesses ne demeure-t-elle pas, le pardonneur des bourreaux qui ne regrettent jamais leurs actes ?

C.MASAMBA

Les épaves volantes, le mode de transport en Afrique centrale

De très vieux avions, des pilotes aux qualifications douteuses, l'absence de contrôles aériens : le ciel des pays d'Afrique centrale en particulier la RD Congo, concentre tous les ingrédients et les risques de catastrophes aériennes à répétition.

Après l'accident d'un Antonov-24 en novembre 2000 au décollage de Luanda, qui a fait au moins 35 tués, l'aviation civile angolaise a interdit de vol ce type d'appareils.

Bimoteurs cargos et passagers, les Antonov-18, 24, 26 ou 32 sont habituellement utilisés dans toute la région pour leur robustesse, leur facilité d'entretien et leur capacité à atterrir sur à peu près n'importe quelle piste. Souvent pilotés par des Russes ou des Ukrainiens, ils sont aussi appréciés par les affrèteurs, la puissance de leurs moteurs autorisant des libertés avec des charges maximales.

Au début de l'année 2000, les autorités aériennes du Congo-Brazza avaient déjà cloué au sol une partie des compagnies aériennes privées du pays après avoir constaté de graves anomalies dans l'immatriculation des appareils, les licences des pilotes et les certificats d'assurances sur des avions venant essentiellement de pays de l'ex-URSS.

En République démocratique du Congo, l'aviation civile avait interdit pour un temps de vol en 1999 une soixantaine de compagnies privées à cause de l'état de leur flotte.

En fin octobre 2000, Henri Mova alors ministre des Transports, avait une fois encore invité l'aviation civile à améliorer le niveau de sécurité et de sûreté aéronautique, afin de mieux répondre aux normes de l'organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.).

Pour un nouveau venu, le parking de l'aéroport international Ndjili (Kinshasa) fait plus penser à un musée de l'air qu'à un aéroport civil.

La prolifération des petites compagnies privées en Afrique a bénéficié de la faillite de nombreux transporteurs nationaux et de la possibilité d'acheter à bon prix en ex-URSS des appareils d'occasion et d'y trouver des pilotes «prêts à tout », avec la libéralisation du transport aérien.

A Kinshasa, les habitants se souviennent de la tragédie du 8 janvier 1996 à l'aérodrome de Ndolo, lorsqu'un Antonov piloté par trois Russes, incapable de décoller du fait de la surcharge, traversa à toute allure le marché Simba-Zikida située alors dans le périmètre de sécurité de la piste.

Officiellement, l'accident fit 365 morts, mais selon plusieurs sources congolaises, il y avait eu plus de 800 morts, devenant une des catastrophes les plus meurtrières de l'histoire aéronautique au monde.

En RD Congo, sur les 182 aérodromes officiels enregistrés, auxquels s'ajoutent de nombreuses pistes privées, une trentaine seulement sont contrôlée par la Régie des voies aériennes (R.V.A) et bénéficient en principe des installations de communications avec les avions.

Le refus de développer et la destruction des infrastructures terrestres de communication à cause du manque d'entretien et de maintenance des routes, pistes, ponts et chemins de fer d'une part et des infrastructures fluviales par manque de dragage des voies d'autres part, sont des causes du choix de l'avion même pour des trajets qui étaient autrefois dévolus aux moyens terrestres. Avec l'étendue du pays et une demande de déplacement toujours croissant, l'avion pouvait provisoirement apporter une solution, malheureusement celle-ci paraît plus dangereuse surtout quand la gestion des compagnies se trouve entre les mains des personnes irresponsables et quand les autorités sont incapables d'exercer un contrôle sérieux des opérateurs aériens.

C.MASAMBA

VUE SUR LES TERRITOIRES DU CONGO OCCUPE

Extrait du Rapport Annuel du CADDHOM : Environnement politico militaire

L'environnement Politico militaire reste celui des territoires occupés. Malgré la résolution 1305 du conseil de sécurité des nations unies, les armées d'occupation qui disent appuyer la rébellion ne sont pas prêtes à quitter le Congo, comme l'avait d'ailleurs souligné le président Kagamé au cours d'une interview à l'AFP (fin octobre 2000).

La population civile se trouve donc obligée à soutenir la Résistance Mayi Mayi qui se trouve être une expression du nationalisme et du patriotisme comme la résistance française au cours de la 2ème guerre mondiale 40-45.

Après une opération Mayi Mayi et alliés, la répression Tutsi (soit armée ruandaise, burundaise ou ougandaise) est toujours disproportionnée ou excessive et sanglante : Femmes, enfants, vieillards ; personne n'est épargné.

Ensuite, s'organisent les opérations de nettoyage : des villages entiers sont incendiés, obligeant ainsi des milliers des populations vulnérables à fuir et aller vivre dans des forêts. Celles-ci sont exposées aux intempéries, maladies et vivent ainsi dans un environnement de misère aiguë, conduisant à une mort certaine.

Aujourd'hui, cette guerre a déjà fait plus de 1,7 millions de morts d'après l'IRC dont 600.000 enfants selon la coordination de l'action humanitaire de l'ONU.

Entre temps les leaders du RCD ont réalisé des découpages territoriaux du Kivu créant ainsi des territoires supplémentaires. Cette opération les a incités à procéder aux déplacements et implantations des populations Tutsi de Viura/Katanga dans la plaine de la Ruzizi prenant ainsi de force des terres entières des autochtones et continuant à entretenir les conflits inter ethniques et la haine tribale

Les armées d'occupation

L'est de la RD Congo et le Kivu en particulier reste sous occupation de :

1. Armée nationale du Burundi appelée Force Armées Burundaises (FAB), contrôle 0,5/4 des territoires occupés avec l'appui de l'APR, les milices Burundaises dit «sans Pitiés » et Tutsi dits Banyamulenge : les Zones d'Uvira, de Kalémie, une partie des plateaux de Fizi et d'Itombwe/Mwenga.
2. Armée nationale du Ruanda, appelé Armée Patriotique Ruandaise (APR) de Kagamé. Elle contrôle énergiquement les axes Bukavu-Kindu, Goma-Butembo, Goma-Walikalé Kisangani, soit ½ de territoires occupés.
3. Armée nationale de l'Ouganda appelé « UPDF », contrôle 1,5/4 des territoires occupés : toute la province orientale, une partie de l'équateur et les axes Butembo-Beni dans le Nord-Kivu avec le mouvement pour la libération du Congo de Jean pierre Bemba, RCD-ML de Mbusa Nyamwisi et Wamba dia Wamba aujourd'hui réuni tous au sein du FLC : Front de libération du Congo.

Les forces rebelles des « RCD » et « FLC »

Le dernier remaniement du RCD par Kagame a démontré que la rébellion n'existe que dans la tête de Kagame et de ses multiples marionnettes. Même le grand communicateur du RCD, Mr Thyphon Kin Kiey Mulumba avait manqué des verbes pour se convaincre qu'il y avait eu changement voulu par le comité politique du RCD.

De Béni à Gbadolite en passant par Bunia, Museveni a réussi à fusionner les groupuscules rebelles qui dépendent de l'Ouganda : MLC, RCD/Wamba dia Wamba et Mbusa Nyamwisi. En réalité les territoires de l'est du Congo sont occupés et annexés par Kagame et Museveni qui défont et refont les comités des rebellions quand ils veulent et au gré de leurs intérêts personnels. Est ce pour cela que la mort du président Laurent Désiré Kabila n'a rien changé à donne fondamentale de la guerre.

La Résistance Maï Maï

Les accords de Lusaka qualifient la résistance locale de Force négatives qui doit être désarmées comme les ex FAR et les Interahamwe par les forces Ruandaises. Pour le CADDHOM, la résistance locale Mayi Mayi est légitime et découle même du principe élémentaire de droit de l'homme : défendre sa dignité d'être Humain, défendre son territoire aujourd'hui, cette résistance contrôle une bonne partie des territoires occupés. L'appui de la majorité de la population à cette cause démontre que la résistance Mayi Mayi n'est pas une force à négliger et devra être associé e aux négociations et dialogue inter congolais.

Les Milices Hutu Interahamwe et Tutsi

Hier enfants, Aujourd'hui adultes, des Hutus qui n'ont pas participé au génocide mais qui ont grandi dans les forêts du Kivu ont aujourd'hui rejoint leurs frères ex FAR et Interahamwe qui leur ont fait croire que leur retour au Ruanda se trouve au bout du fusil. Ils sont des véritables nomades qui hier se retrouvent, aujourd'hui au Burundi et en Tanzanie.

Une autre milice fait la loi dans cette jungle congolaise. Il s'agit de la milice Tutsi qui opère dans la plaine de la Ruzizi et sur les plateaux d'Itombwe, Fizi et Uvira. Cette milice est aussi violente que les armées Ruandaises, Burundaise et ougandaise.

Didi MWATI BULAMBO

Contexte guerrier au Kivu (RDCONGO) extrait : Culture de la haine

La culture de la haine a pris pied dans la région du Kivu. Cette culture a commencé à s'imposer lorsque les problèmes ethniques du Rwanda et du Burundi ont été exportés au Congo. Quoiqu'on en dise, les responsabilités principales des conflits au Kivu sont étrangères à la région :

- responsabilités des génocidaires de 1994 et de tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, entretiennent des semences de génocides,
- responsabilité de la « communauté internationale » incapable de prendre les mesures nécessaires pour la violence dans la région, et responsabilité de la Belgique qui fut incapable en 1994 d'exercer efficacement son mandat onusien de pacification, ni de prendre les nécessaires initiatives de médiation en vue de la pacification,
- responsabilités de la France au moment de l'opération turquoise, qui poussa la population hutue vers le Kivu, en même temps que les milices et les responsables du génocide des Tutsis ;
- responsabilité de l'Union Européenne qui, durant de nombreux mois, a entretenu les camps de réfugiés hutus dans le Kivu, à raison de 1 million de dollars US par jour,
- responsabilités de l'état mobutiste qui n'a pas cherché à résoudre le problème des camps de réfugiés à la frontière du Rwanda, tirant profit de la situation pour mater les « récalcitrants » du Kivu, trop actifs dans la résistance au régime, en particulier lors de la Conférence Nationale Souveraine (CNS),
- responsabilité des autorités de Kigali qui, au nom de la protection de leurs frontières, ont pénétré très profondément au Congo, y compris dans des zones où il n'existe pas de milices interahamwe,
- responsabilité du Rwanda instrumentalisant les communautés congolaises d'origine tutsie en vue d'affirmer leur domination sur le Congo,
- responsabilités du Rwanda et de l'Ouganda faisant fi des conventions internationales de l'OUA, relatives à l'intangibilité des frontières africaines, et des conventions internationales sur la guerre,
- responsabilités des trafiquants d'armes, de matières premières et d'argent sale qui, au Kivu, on trouve un nouvel eldorado.

Dans un tel contexte, il est évident que les populations ne sont que les protagonistes passifs de leurs souffrances.

Il est étonnant que la communauté internationale ne fasse pas connaître haut et fort son point de vue à ce sujet.

Plus étonnant encore est que, les habitants de l'est sont entièrement laissés à eux-mêmes, leurs projets n'étant plus « éligibles » auprès des bailleurs de fond, du fait de l'existence d'un front de guerre divisant le pays en deux, et les organisations internationales s'étant pour beaucoup retirées.

Parallèlement, les populations du Kivu, à travers leurs nombreuses organisations, considèrent qu'une injustice est commise à leur égard puisque leurs agresseurs bénéficient, dans leurs pays respectifs, de programmes de coopération et d'aide budgétaire. Elles exhortent les USA et les pays concernés de trouver des alternatives

à la guerre pour l'exploitation des ressources du pays. Les populations ne comprennent pas pourquoi on laisse libre champ aux vendeurs d'armes, sans accepter d'embargos, libre champ qui fait que des armes sont disponibles en tous lieux des paysages ruraux et urbains du Kivu.

A Kinshasa, les relations entre le pouvoir et l'opposition sont le plus souvent tendues et l'on envisage normalement que le jeu de l'alternance du pouvoir devra se réaliser. Les milieux internationaux mettent en avant, en partie à juste titre, les difficultés du régime à reconnaître son opposition. Les populations du Kivu, à l'exclusion des opportunistes du RCD, font savoir clairement qu'elles souhaitent l'arrivée de Kabila car il représente à leurs yeux la légitimité de l'Etat unitaire du Congo. Toutefois, elles ajoutent que lorsque Kabila aura repris pied à l'Est, elles se chargeront aussi de l'obliger à entrer dans un processus de négociation politique serrée sur l'avenir du pays et sa bonne gouvernance.

« On laisse la haine se développer entre nous, dit-on au Kivu. Il y a de vrais et de faux interahamwe, des bandes armées de tout genre et chaque fois qu'elles se sont battu, ce ne sont que représailles contre nos villages, nos biens, nos troupeaux, nos enfants.

Ce ne sont que viols et violences gratuites, comment imaginer que des forces violentes et occultes ne soient pas à l'œuvre ici, pour créer la haine et nous faire fuir vers d'autres régions ? ».

Collectif Vigilance Kivu

KIVU : Mme AZIZA KURSUM/UZABUCO impose sa mafia et avilit la population du Kivu dans l'exploitation minière de COLTAN et « OR »

D'aucun n'ignore que l'exploitation des ressources minières à l'Est du Congo par les occupants et les différentes rébellions ne profite pas à la population du Kivu quand bien même c'est elle qui fait le 90% de travaux d'extraction. Le commerçant Kivutien qui profitait de quelque chose dans la vente de COLTAN (Colombo-Tantalite) doit aujourd'hui déchanter. Et cela avait bien sûr des retombées plus ou moins positives sur le « creuseur » qui n'est en fait que la majorité de population active des zones minières du Kivu.

Aujourd'hui le peu d'argent que ces populations gagnaient vient d'être récupéré par Mme AZIZA KURSUM, PDG de la société de fabrication des cigarettes « Sportsman » dans la région de grands lacs, qui pour la circonstance a créé la SOCIETE MINIERE DE GRANDS LACS (SOMIGL)

En effet, Mme AZIZ KURSUM par le biais du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) a imposé que tout le COLTAN et OR soient achetés par sa société SOMIGL, malheureusement à un vil prix, six fois moins cher pour le COLTAN que lorsqu'elle n'avait pas le monopole d'achat. A l'aéroport de Kavumu, elle avait même avec le RCD que tout coltan soit saisi et acheté à son prix. Ce qui a créé le trafic de fraude avec des hommes d'affaires rwandais à un prix plus ou moins supérieur. Le revers de la médaille, c'est encore le Rwanda qui en profite et dans la clandestinité et officiellement.

On se souviendra que Mme AZIZ KURSUM, installé dans la région de grands lacs est d'origine asiatique, naturalisée américaine. Avant la guerre de l'AFDL/KABILA, elle était aux côtés de CNDD/FDD de NYANGOMA. C'est elle qui leurs vendait des armes. Naturalisée américaine, elle est revenue dans la région aux côtés du RCD – APR. Aujourd'hui après avoir vendu le COLTAN, elle ramène les armes pour tout le monde. Non seulement elle exploite la population mais aussi et surtout elle ramène les armes pour les massacrer.

Le CADDHOM dénonce cette mafia organisée par Madame AZIZ KURSUM et sa SOMIGL avec la complicité du RCD qui contribue à entretenir non seulement la misère de la population du Kivu mais aussi et surtout les violations systématiques des droits humains dans les territoires occupés.

Le CADDHOM recommande que Madame AZIZ KURSUM soit interpellée par un tribunal pénal international pour crimes économiques contre la RDCongo et complicité dans les crimes contre l'humanité au Kivu. (Pour plus d'informations, lisez notre rapport annuel qui sera publié ce lundi 05 mars 2001)

Ce que vous pouvez faire :

- Ecrire à Monsieur Roberto GARRETON, rapporteur spécial sur la RDCongo en lui demandant de faire état de cette situation dans son rapport à la commission.

- Ecrire au Président des Etats-Unis, son excellence Georges W. BUSH, l'informant des activités de Mme AZIZ KURSUM

- Ecrire au Conseil de sécurité des nations unies et demander que la commission sur les pillages des ressources de la RDCongo puisse entendre Mme AZIZ KURSUM.

Didi MWATI BULAMBO

[SOCIETE](#)

L'école, l'instruction et les intellectuels en Afrique.

Des personnes qui observent la société et lui apportent ou lui proposent ensuite des solutions pour son bon fonctionnement, devenant ainsi des experts pour des domaines bien déterminés, en mettant au service de la société leurs acquis, connaissances ou expériences, sont dites Intellectuelles. De ce fait toute personne, même lettrée ou lourdement diplômée mais incapable d'observer et de proposer des solutions ou tout simplement désintéressée ne sauraient être qualifiées d'intellectuelles.

Pourtant l'abus de ce terme fait aujourd'hui partie de la culture africaine. De tradition orale, les Africains sachant lire, écrire et s'exprimer dans des langues étrangères des colonisateurs ou simplement ceux ayant réussi un bon parcours scolaire sont des intellectuels potentiels sinon des vrais et bénéficient d'une admiration grâce à laquelle de nombreuses finissent par leur faire confiance et sont considérés plus intelligents que d'autres simples gens.

L'école qui a pour mission de former les citoyens dont certains ont vocation à faire partie de l'élite est une institution qui dès la base devrait permettre l'ouverture d'esprit. Malheureusement en Afrique noire, elle est restée celle de la colonisation. En effet l'école créée par les colonisateurs avait comme base la soumission au lieu de la créativité. Avec des programmes scolaires adaptés et réservés aux dits indigènes, les diplômés délivrés étaient aussi ceux des indigènes. Ainsi ces diplômés ou certificats se trouvent contestés chez le colonisateur même aujourd'hui.

En enseignant les Sciences : Mathématiques, Physique, Chimie, Comptabilité... etc, sans faire comprendre qu'avec ces outils la société peut trouver des solutions à certains de ses problèmes, les colons avaient créé des écoles au rabais. A la base ces écoles préparent les jeunes à devenir des instruments passifs de la société et non des personnes actives. Préparés à se considérer inférieurs et incapables de contribuer au progrès de leur société hier, ils le sont encore aujourd'hui.

Plus de quarante années après la colonisation, à cause de leur nonchalance, les politiques africains incapables se sont accommodés de ces formes de scolarité sans les reformer. Ainsi la perception du lettré des périodes coloniales n'a pas changé chez les citoyens même les plus jeunes. Le diplôme reste considéré comme une fin en soi qui permet de changer simplement et radicalement de statut social.

Dès lors il n'est pas étonnant de constater que les gros diplômés africains n'ont comme motivation que l'obtention d'un statut social élevé. Cherchant toujours à gagner même sans savoir-faire, quand ils ont échoué partout, la seule voie et la plus courte est souvent la politique où seul le discours compte. Pour séduire, un bon maniement d'une langue des colonisateurs et avec un diplôme suffisent à rendre les peuples complexés complètement aveugles.

L'Afrique est aujourd'hui le continent où l'on observe la prolifération des dits « intellectuels » absents des laboratoires d'idées, absents des conférences et de partout où on veut voir la société avancer, mais dont nombreux sont présents dans la politique comme premiers ministres potentiels.

C.MASAMBA

Kinshasa est-elle devenu une des plaques tournantes de la drogue ?

Pendant les années 80, le Cartel de Médellin et Pablo Escobar ont été au centre de l'actualité mondiale suite à la chasse aux trafiquants Colombiens que les autorités des Etats-Unis avaient décidés de combattre au nom de la lutte contre la drogue. Après un certain nombre de succès de leurs opérations en collaboration avec le pouvoir en place à cette époque en Colombie, les mêmes raisons furent utilisées pour chasser du pouvoir Manuel Antonio Noriega, Président de la République de Panama qui sera arrêté par l'administration Bush et condamné à une centaine d'années de prison qu'il purge encore dans une prison américaine.

Comme le précisent la plupart des sources, la Colombie était et reste encore aujourd'hui le plus grand producteur de cocaïne.

Depuis ces années particulièrement agitées pour la Colombie, toute cargaison en provenance de ce pays ou même de cette région soupçonnée de contenir une quantité de drogue est soumise à un régime de contrôle particulier. Pour continuer leurs activités, les trafiquants n'avaient qu'à modifier l'itinéraire de leur marchandise. Parmi d'autres, les transits par l'Afrique feront entrer la cocaïne et l'héroïne, permettant par cette occasion le développement et la consommation de ces drogues dures sur le continent. Ces drogues qui semble-t-il ne devaient être que de passage vers les pays européens détenteurs d'un bon pouvoir d'achat ont pris place et se sont installés comme produit de consommation illicite. Kinshasa est aujourd'hui une des villes d'Afrique où ces trafics se sont considérablement développés. Beaucoup d'hommes d'affaires de la place et ceux qui exercent dans l'économie informelle ont trouvé là une voie de réussite financière facile. Aujourd'hui les drogués à Kinshasa se comptent par milliers, c'est seulement grâce au renforcement de la sécurité publique apporté par le Régime Kabila, que la délinquance et le crime sont encore extrêmement réduits. Mais après la redistribution du pouvoir prévu par les accords de paix de Lusaka et l'arrivée d'une nouvelle classe politique, le Congo sera-t-il capable de proposer une politique sociale pour la réinsertion et maintenir cette politique de sécurité publique ? Car les milliers de drogués de Kinshasa représentent un réservoir de délinquants et criminels potentiels pour les jours à venir.

C.MASAMBA

ENQUETES

Scandale judiciaire au Congo : une famille expropriée depuis plus de vingt ans par un baron du régime Mobutu n'obtient pas justice.

Le régime Mobutu a été caractérisé par l'injustice mais rarement des faits divers présentant les difficultés judiciaires subies par le peuple n'ont été rendus publics. Comme beaucoup d'autres anonymes, le cas qui nous intéresse concerne Maman Kubelana habitant la rue Motiène N°18 Quartier 5 dans la commune de Ndjili à Kinshasa. En 1977 cette mère de famille a vu son mari arrêté après expropriation sans autre forme de procès la parcelle de ce dernier située sur la rue Luzolanu dans la zone de Kimbanseke par un certain monsieur dénommé Ngoi Kabuya alors baron du régime Mobutu. Exerçant dans l'enseignement la victime était pendant cette période directeur d'une école primaire catholique. Il avait acheté sa parcelle vers les années 69. Disposant des moyens modeste, il y bâtissait une maison lorsque sur le point d'être achevée, Mr Ngoi Kabuya décida de s'en approprier.

En effet celui-ci avait acheté avant tout une parcelle voisine pour construire un débit de boisson. Pour satisfaire son appétit, au lieu de présenter une offre d'achat à son voisin propriétaire, se connaissant intouchable et profitant de sa position sociale, il décida de prendre abusivement cette parcelle et de faire arrêter son propriétaire.

Pendant tout le parcours judiciaire et cela depuis 1977, Mr Ngoi Kabuya ne s'est jamais présenté à un procès sur cette affaire. La justice congolaise comme l'on peut le comprendre étant entièrement corrompue, la famille de Maman Kubelana n'a jamais eu gain de cause et ne peut pas recouvrer son bien. Même l'intervention de Mr Sakombi Inongo alors gouverneur de la ville de Kinshasa n'y changea rien. Son mari étant décédé depuis 1980, Maman Kubelana et ses enfants continuent ce marathon judiciaire jusqu'à ce jour.

Ils ont pourtant cru au changement après la fuite de Mobutu, mais leur combat est de plus en plus difficile car la justice n'a pas changé son comportement, Ngoi Kabuya même sans se présenter aux audiences n'est jamais condamné à remettre la parcelle à son vrai propriétaire. Cette famille modeste est cependant obligée de dépenser d'énormes sommes d'argent pour payer des avocats qui trouvent là l'occasion de profiter d'une affaire interminable qui leur rapportera tant que cette famille ne sera pas découragée.

Le risque pour cette famille est de retrouver de nouveau Mr Ngoi Kabuya parmi les grands barons du nouveau régime, si ce n'est déjà fait ; puisque les barons de l'ancien régime semblent revenir petit à petit en place.

La famille de maman Kubelana symbolise les victimes de l'injustice du régime Mobutu qui n'ont jamais pu obtenir une réhabilitation jusqu'aujourd'hui.

Pour faire apparaître une vraie rupture avec le système judiciaire injuste du régime Mobutu, le cas de cette famille mérite l'intervention du nouveau Ministre de la justice Mr Ngele MASUDI en personne. Ce sera là un moyen de faire comprendre aux victimes des abus de l'ancien régime qu'ils pourront faire confiance au gouvernement pour la réhabilitation du système judiciaire afin d'obtenir réparation. Les organisations de droits de l'homme devraient eux aussi apporter leur soutien à cette famille car les droits de l'homme ne concernent pas seulement les arrestations d'opposants et les tortures, mais aussi le droit de propriété entre autres.

C.MASAMBA